

L Attaque du pétrolier "Sounion" par les Houthis: "Le trafic maritime est beaucoup plus vulnérable qu'il y a 30 ans"

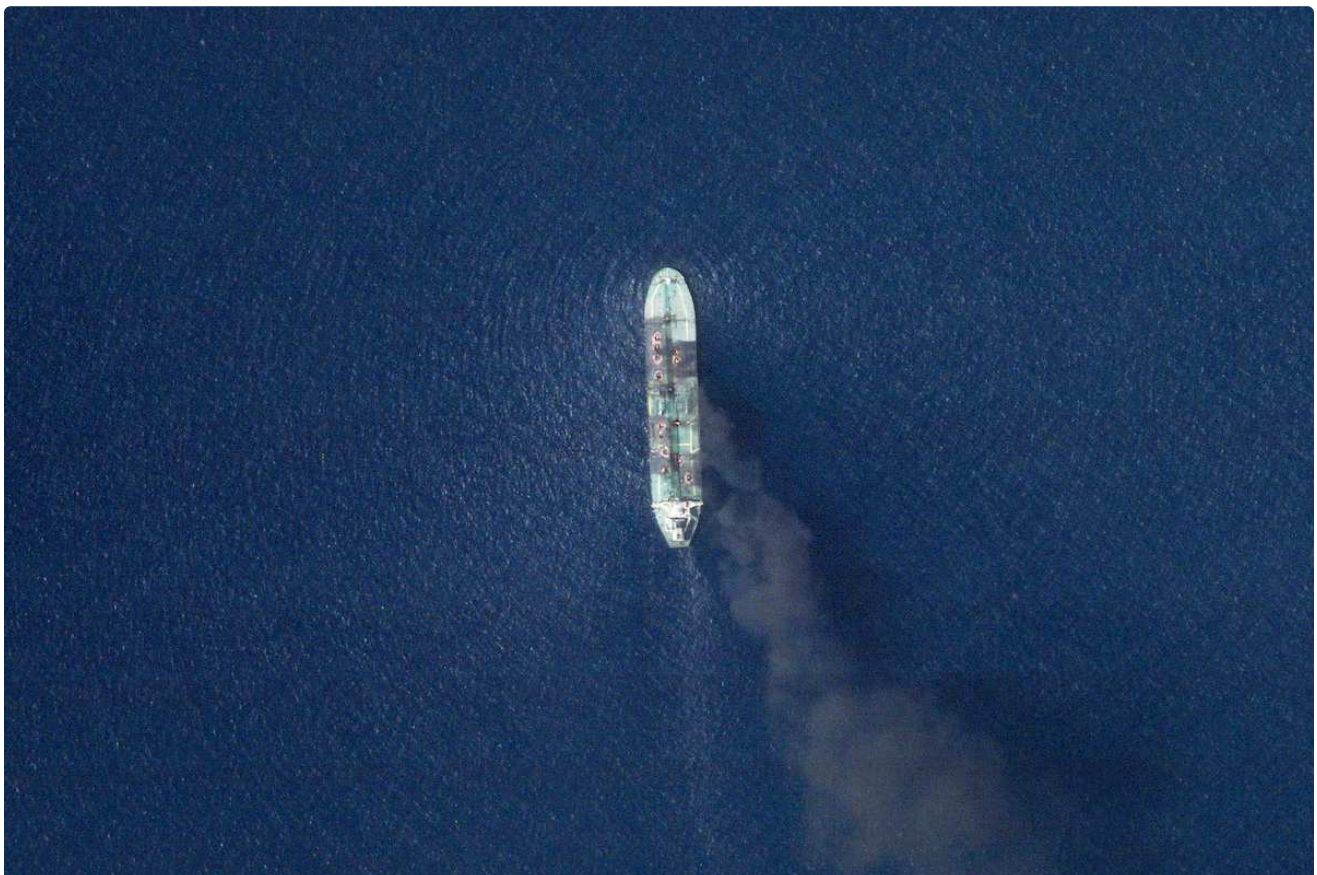
Pris d'assaut par les rebelles yéménites, le navire chargé de 150 000 tonnes de pétrole brûle en haute mer depuis la fin août.



Suzy Wolfarth

Publié le 09-09-2024 à 20h00

Enregistrer



Cette image satellite montre le pétrolier Sounion, battant pavillon grec, en train de brûler en mer Rouge le mardi 3 septembre 2024.

Partager

Depuis plus de deux semaines, un pétrolier battant pavillon grec et chargé de plus de 150 000 tonnes de pétrole brut se consume en mer Rouge, à 140 kilomètres des côtes du Yémen. Provenant d'Irak, le "Sounion" naviguait vers un port près d'Athènes lorsqu'il a été attaqué le 21 août par les Houthis, groupe armé yéménite d'obédience chiite contrôlant la majeure partie du pays.

EUNAVFOR ASPIDES  

@EUNAVFORASPIDES · [Suivre](#)

The MV SOUNION, due to the large amount of crude oil it carries, presents a significant environmental threat. Private companies are involved in the salvage operation that is about to start. Upon their request, EUNAVFOR ASPIDES will provide protection to the tug boats, that will... [Voir plus](#)



6:13 PM · 2 sept. 2024 

 293  Répondre  Copier le lien

[Lire 23 réponses](#)

Fin août, les rebelles autorisaient pourtant le sauvetage du navire en proie aux flammes et deux remorqueurs liés à une société privée avaient tenté, en vain, de le diriger vers un port sûr le mardi 3 septembre. L'opération avait rapidement été suspendue à cause du feu toujours en cours sur le navire. Et la situation ne serait pas près de changer, informait le 5 septembre sur X (ex-Twitter) la mission Aspides, mise sur pied par l'Union européenne. En effet, selon cette dernière, "les sociétés privées responsables de l'opération de sauvetage ont conclu que les conditions n'étaient pas réunies pour mener à bien l'opération de remorquage".

Impuissance internationale

Malgré les risques majeurs que représenterait le déversement d'un pétrolier en pleine mer Rouge, *"personne n'a confiance en les propos des Houthis"*, estime le vice-amiral Pascal Ausseur, directeur général de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (Fmes) et ancien chef du cabinet militaire du ministre français de la Défense. De plus, *"l'incident se déroule dans une zone avec beaucoup de tirs, de drones et de missiles, il y a donc un risque humain et financier considéré comme trop important aujourd'hui"*.

Déployée en février afin de protéger la navigation marchande des attaques du groupe rebelle, la mission européenne Aspides semble quant à elle démunie. Bien qu'elle a secouru les 25 membres de l'équipage du Sounion fin août, l'organisation ne repose que sur des actions défensives, et induit seulement une capacité de réplique et de destruction des menaces. De fait, elle *"est très limitée dans ses actions car elle s'interdit d'aller à terre et il est impossible d'empêcher les tirs yéménites"*. Quant à l'opération "Prosperity Guardian" menée par les Américains et les Britanniques, qui dirigent des raids aériens contre des cibles terrestres, *"elle n'a pas non plus réduit à néant les capacités"* de la milice. Selon l'expert, la seule manière de prévenir les attaques des Houthis serait de détruire toutes leurs installations et de les dissuader de mener d'autres frappes, *"mais personne n'a envie d'aller si loin, car le coût politique est trop élevé"*.



Pourquoi les attaques des Houthis en mer Rouge, zone "géostratégique", mettent l'Europe dans une posture délicate

En effet, dans un contexte de tensions régionales exacerbées, chacun craint le risque d'escalade. Membre de l'Axe de résistance iranien, directement fournie par Téhéran, la milice houthiste mène depuis novembre des actions contre les navires liés à Israël, disant agir en solidarité avec les Palestiniens de la bande de Gaza. Par conséquent, *"personne ne veut, et surtout pas les États-Unis, intervenir à terre dans un pays du Moyen-Orient, encore moins avec le conflit israélo-palestinien en toile de fond"*, déclare le vice-amiral. D'après lui, en dépit d'être réellement performantes, *"ces interventions sont plus à des fins politiques, pour marquer le droit international et signifier que les forces occidentales sont encore présentes"* dans ces zones maritimes stratégiques.

Catastrophe écologique

D'un point de vue plus global, l'incident du pétrolier Sounion démontre que le trafic maritime, pilier fondamental du commerce international, *"est beaucoup plus vulnérable qu'il y a 30 ans" car "les capacités d'intervention en mer, loin du littoral, se sont généralisées et perfectionnées"*. De fait, il est désormais assez simple et peu coûteux pour une organisation de mener des attaques relativement précises sur des bateaux voguant à plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines, de kilomètres de la côte.



Comment protéger des navires marchands contre les Houthis en mer Rouge ? "Les armements qu'ils utilisent ont énormément évolué"

Bien qu'aucun déversement d'hydrocarbures n'ait pour l'instant été constaté par la mission Aspides, qui assure également que le bateau reste "*ancré sans dériver*", cette attaque fait également peser un risque environnemental considérable en mer Rouge et représente une menace de pollution régionale. Une contamination de ces eaux pourrait avoir un impact dévastateur sur l'écosystème, d'autant plus qu'il s'agit d'un lieu stratégique pour l'économie des pays riverains, au premier rang desquels le Yémen. En effet, le pays, souvent considéré comme l'un des plus pauvres du Moyen-Orient, dépend fortement de la pêche, l'une de ses principales sources de revenus.

Près de 78 000 pêcheurs et leurs familles, soit environ un demi-million de personnes, pourraient être affectés par une pollution massive

"Je pense que la plupart des pays présents autour de la mer Rouge ne disposent pas de véritables ressources pour lutter contre les pollutions accidentelles, et surtout pas pour gérer une marée noire de cette ampleur", estime M. Asseur. Pour autant, "le pire peut encore être évité. D'après mes informations, la structure du bateau n'a pas été endommagée", empêchant ainsi le pétrole de se déverser dans les eaux internationales. Selon l'agence de protection de l'environnement du gouvernement yéménite basé à Aden et reconnu par la communauté internationale, près de 78 000 pêcheurs et leurs familles, soit environ un demi-million de personnes, pourraient être affectés par cette pollution massive.

Copyright © La Libre.be 1996-2024 Ipm sa - IPM | Ce site est protégé par le droit d'auteur / Rue des Francs 79, 1040 Bruxelles / Tel +32 (0)2 744 44 44 / N° d'entreprise BE 0403.508.716

